



Assemblée générale

Distr. générale
26 juillet 2019
Français
Original : anglais

Soixante-quatorzième session

Point 17 c) de l'ordre du jour provisoire*

Questions de politique macroéconomique

Viabilité de la dette extérieure et développement

Rapport du Secrétaire général

Résumé

Le présent rapport, soumis en application de la résolution [73/221](#) de l'Assemblée générale, examine l'évolution récente des indicateurs de base de la viabilité de la dette extérieure des pays en développement, dans un climat d'inquiétude grandissante quant à la stabilité macroéconomique et financière des grandes économies avancées. On ne peut que saluer les initiatives récemment prises par les institutions financières internationales et le Groupe des Vingt pour améliorer la transparence des données relatives à la dette des pays en développement, et les enjeux futurs à cet égard sont passés en revue. Néanmoins, aussi importantes que soient ces initiatives pour améliorer la gestion de la dette, pour mener à bien le Programme de développement durable à l'horizon 2030 sans compromettre davantage la viabilité de la dette des pays en développement, la communauté internationale devra prendre des mesures plus radicales et immédiates, notamment des mesures ciblées d'allègement de la dette liées aux objectifs de développement durable et l'accroissement de l'aide publique au développement liée aux objectifs.

* [A/74/150](#).



I. La situation économique mondiale : fragilité et tensions persistantes

1. Depuis la publication du précédent rapport sur la viabilité de la dette extérieure et le développement dans les pays en développement (A/73/180), les perspectives de croissance des économies avancées se sont assombries, dans le contexte d'une dépendance continue à l'égard des attentes du marché à court terme au lieu de vigoureuses mesures de stimulation de la demande globale, de signes croissants de fragilité macroéconomique et financière dans plusieurs grands pays en développement et d'une série de catastrophes naturelles dévastatrices en Afrique de l'Est et dans les Caraïbes.

2. Même si l'économie américaine devrait connaître dans la deuxième moitié de 2019 la plus longue phase d'expansion de l'histoire du pays, les risques systémiques liés à une croissance longue mais précaire, qui repose sur des mesures ponctuelles visant à encourager les attentes à court terme des investisseurs plutôt qu'une reprise vigoureuse de la demande globale, suscitent une inquiétude grandissante. Par ailleurs, plusieurs pays européens, notamment l'Allemagne et l'Italie, ainsi que le Canada et le Japon, ont connu un ralentissement de leur croissance en 2018, pour des raisons liées à des facteurs internes mais aussi à la baisse de la demande globale au niveau mondial. La Chine a continué d'afficher une expansion beaucoup plus dynamique, avec un taux de croissance annuel de 6,6 % en 2018, ce qui est cependant le rythme le plus faible depuis près de trois décennies¹.

3. Les récentes euphories boursières, dues en grande partie à la dépendance continue à l'égard des politiques monétaires très accommodantes des grandes économies, à l'optimisme des prévisions de croissance du produit intérieur brut (PIB) formulées par les organisations économiques internationales durant la première moitié de 2018 et, dans le cas de l'économie américaine, à la déréglementation financière et à la réduction de l'impôt sur les sociétés, ont commencé à s'essouffler. Les investisseurs sont de plus en plus préoccupés, non seulement par les frictions commerciales internationales et le risque de flambée des prix du pétrole du fait des tensions géopolitiques grandissantes, mais aussi par les faiblesses structurelles des grandes économies qui entravent la reprise durable de la demande globale au niveau mondial.

4. La dépendance persistante des grandes économies avancées à l'égard de politiques monétaires expansionnistes a surtout incité les ménages aisés à emprunter à faible coût pour investir dans l'immobilier et les entreprises à investir dans des activités financières spéculatives, telles que rachats d'actions, fusions-acquisitions et prises de contrôle par emprunt. En revanche, les éléments essentiels et effectifs de la demande globale, à savoir l'investissement productif, les exportations, la consommation intérieure et les dépenses publiques, accusent une baisse ou tout au plus une croissance très modeste. Cette situation, ainsi que les tendances expansionnistes tirées par une économie à la tâche, basée sur les technologies de pointe et peu réglementée, a exacerbé – au lieu de l'atténuer – la tendance de longue date à l'augmentation des écarts de revenu dans les économies les plus avancées².

¹ Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED). « United Nations Global Policy Model » (<https://debt-and-finance.unctad.org/Pages/GPM.aspx>) (consulté le 9 avril 2019). Voir également CNUCED, *Trade and Development Report 2018 : Power, Platforms and the Free Trade Delusion* (Rapport sur le commerce et le développement 2018 : Pouvoir, plateformes et l'illusion du libre-échange) (publication des Nations Unies, no de vente E.18.II.D.7), chap. I.D.

² Fonds monétaire international (FMI), *Global Financial Stability Report: Vulnerabilities in a Maturing Credit Cycle* (Washington, avril 2019), chap. 1 ; CNUCED, *Trade and Development Report 2017: Beyond Austerity – Towards a Global New Deal* (Rapport sur le commerce et le développement 2017 : Au-delà de l'austérité – Vers une nouvelle donne mondiale) (publication des Nations Unies, n° de vente E.17.II.D.5), chap. II et VI) ; et CNUCED, « United Nations Global Policy Model » (consulté en avril 2019).

5. En outre, la prorogation des politiques monétaires expansionnistes et les hausses concomitantes sur les marchés boursiers se sont accompagnées d'un nouvel essor du système bancaire parallèle, qui désigne les activités d'intermédiation financière non réglementées. Selon Moody's, par exemple, pas moins de 80 % des prêts à effet de levier peuvent aujourd'hui être considérés comme des prêts « à clauses allégées », c'est-à-dire non soumis aux traditionnels ratios financiers, ce qui répercute sur les investisseurs les risques encourus par les emprunteurs, contre 25 % avant la crise financière mondiale³. Plus généralement, à l'heure actuelle, la principale préoccupation liée aux risques systémiques que posent l'envolée des émissions de titres de créance et la détérioration de la qualité des prêts concerne l'augmentation rapide des titres de créance de sociétés non financières et le rôle de plus en plus important des intermédiaires non bancaires dans l'émission de ces titres. Selon le Fonds monétaire international (FMI), le montant total de la dette des ménages et des sociétés non financières dans les pays ayant un secteur financier d'importance systémique représentait plus de 250 % de leur PIB combiné⁴ à la fin de 2017. Selon S&P Global Ratings, la dette des sociétés non financières a augmenté plus rapidement que le PIB nominal pendant la majeure partie de la dernière décennie. Globalement, selon certaines estimations, 37 % des sociétés non financières sont fortement endettées, avec des ratios d'endettement (engagements/fonds propres) de 5 ou davantage, soit 5 % de plus qu'en 2007, tandis que les obligations d'entreprises autres que celles de premier rang ont quadruplé depuis 2008⁵.

6. Les tensions commerciales ont encore assombri l'humeur des investisseurs, sans avoir toutefois un effet notable sur le PIB réel ni sur la composition des importations et des exportations des principales économies concernées⁶. En outre, toute inversion récente des flux commerciaux régionaux ne saurait être aisément attribuée à la nervosité des marchés boursiers face aux tensions commerciales, puisque cette inversion serait également affectée par le ralentissement de la croissance des revenus, ce qui signale, plus généralement, l'affaiblissement de la demande globale réelle et une croissance pas suffisamment inclusive.

7. Vu l'inquiétude grandissante des investisseurs face aux perspectives de croissance durable dans les pays avancés et les signaux mitigés des grandes banques centrales sur le maintien de politiques monétaires accommodantes (et donc du crédit bon marché), et la difficulté à savoir si cela suffirait pour atténuer l'augmentation des risques structurels, non seulement l'instabilité des marchés boursiers s'est accentuée mais les flux nets de capitaux privés vers les pays en développement sont devenus négatifs (voir fig. I).

³ Megan Greene et Dwight Scott, « Do leveraged loans pose a threat to the United States economy? » *Financial Times*, 11 février 2019.

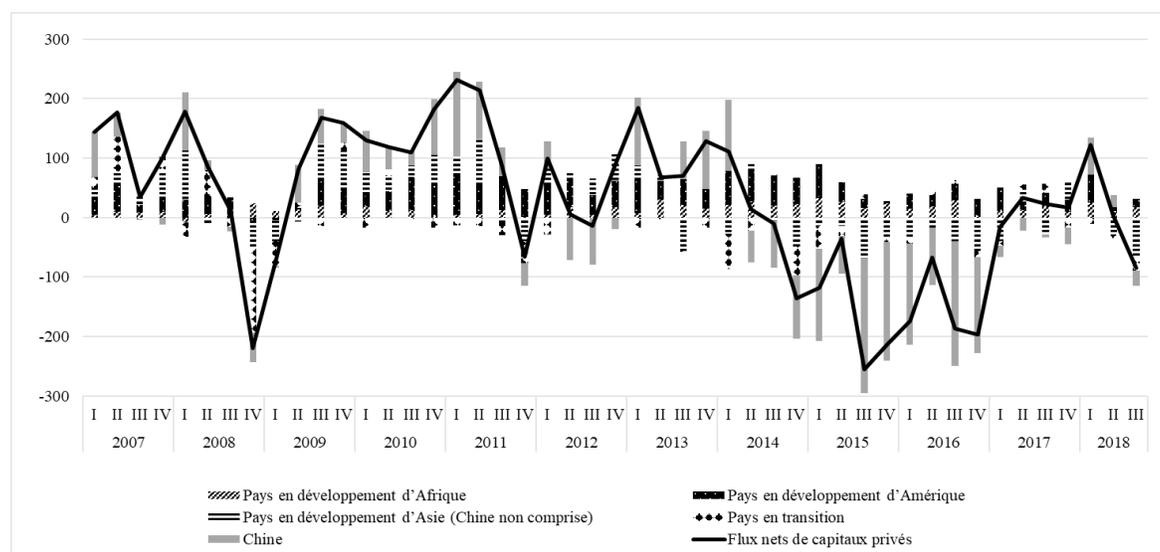
⁴ FMI, *Global Financial Stability Report: A Decade after the Global Financial Crisis – Are We Safer?* (Washington, octobre 2018), chap. 1.

⁵ S&P Global Ratings, « Global corporate leverage trends 2018: debt high, defaults low – something's gotta give », 5 février 2018. (<https://www.spratings.com/documents/20184/0/Global%20Corporate%20Leverage%20Trends%202018/ca914a58-1d3a-4ee3-9fe0-79b147751ebe>). Voir également Susan Lund et al., « Rising corporate debt: peril or promise? », document de réflexion (McKinsey Global Institute, juin 2018).

⁶ CPB, Bureau d'analyse des politiques économiques des Pays-Bas (www.cpb.nl/en/node) (consulté le 10 avril 2019).

Figure I
Flux nets de capitaux privés par région, 2007-2018

(En milliards de dollars des États-Unis)



Source : Calculs du secrétariat de la CNUCED, à partir des chiffres de la base de données statistiques financières de la CNUCED, de la base de données du FMI sur la balance des paiements et des informations émanant des banques centrales nationales.

Abréviations : I = premier trimestre ; II = deuxième trimestre ; III = troisième trimestre ; IV = quatrième trimestre.

8. Ces flux de capitaux privés, qui viennent principalement, mais pas seulement, des économies de marché émergentes, ont provoqué des crises monétaires et financières dans plusieurs grands pays en développement, notamment l'Argentine et la Turquie, en 2018. D'autres pays en développement de taille économique plus importante, comme le Brésil, l'Inde, l'Indonésie, le Mexique et l'Afrique du Sud, ont également eu des difficultés à surmonter les retombées de l'appréciation du dollar, à endiguer les sorties nettes de capitaux privés et, plus généralement, à atténuer leur vulnérabilité à l'instabilité de la conjoncture financière mondiale. Les facteurs internes sous-jacents et les politiques nationales varient considérablement d'un pays à l'autre, tout particulièrement la vulnérabilité aux fluctuations des prix des produits de base et l'accumulation de la dette extérieure due aux déséquilibres extérieurs de longue date, mais comme le montrent même les pays qui s'en sortent mieux – l'Inde et l'Indonésie, par exemple, un faible déficit des transactions avec l'étranger et une faible dette extérieure ne garantissent pas une marge d'action nationale suffisante pour surmonter les effets de l'instabilité financière mondiale⁷.

9. En même temps, la troisième saison consécutive d'ouragans dans l'Atlantique particulièrement dévastateurs pour la région des Caraïbes et la destruction totale causée par les cyclones Idai et Kenneth en Mozambique et dans deux pays voisins, le Malawi et le Zimbabwe, en mars et en avril 2019 ont souligné le fait que de nombreux pays en développement sont les plus durement touchés par le changement climatique et les catastrophes naturelles dont la fréquence et l'intensité ne cessent d'augmenter. Cette situation met une fois encore en évidence, d'une part, le lien précaire entre le cercle vicieux de la dette et les ravages écologiques dans les pays en développement touchés, et d'autre part, les risques liés aux pièges de la dette à long terme. Le recours

⁷ CNUCED, « External shocks and financial stress post the global financial crisis: UNCTAD financial condition indicators and financial vulnerabilities in emerging markets » (2019) (UNCTAD/GDS/2018/1).

à la dette publique et à l'emprunt extérieur pour absorber l'impact d'une catastrophe naturelle alourdit le service de la dette, freine la croissance et réduit la capacité d'investir dans l'atténuation des effets du changement climatique sur le long terme. Chaque nouvelle catastrophe accroît les vulnérabilités financières et réduit les capacités nationales d'intervention.

10. Pris ensemble, tous ces éléments assombrissent les perspectives d'amélioration de la viabilité de la dette extérieure des pays en développement dans un avenir proche. La situation est d'autant plus préoccupante que les objectifs du Programme de développement durable à l'horizon 2030 ne pourront être atteints sans procéder d'urgence à ces améliorations.

II. Principales tendances de la dette extérieure des pays en développement, 2009-2018

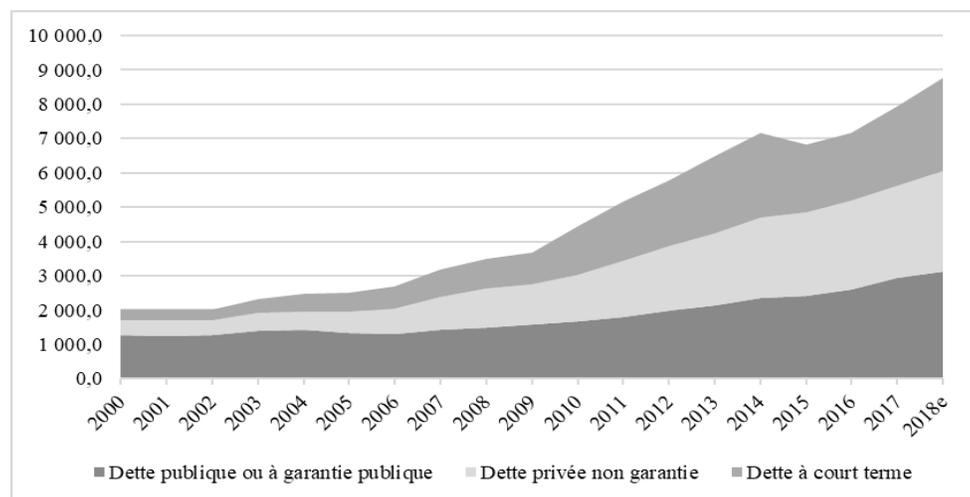
11. Dans ce contexte, 2018 a été une année au cours de laquelle la situation de la dette extérieure de nombreux pays en développement s'est à nouveau détériorée et les espoirs fugaces d'amélioration, nourris par l'envolée des marchés boursiers et des prévisions optimistes, ont été en grande partie déçus. L'encours total de la dette extérieure des pays en développement et des économies en transition a plus que doublé au cours de la dernière décennie, passant de 4 500 milliards de dollars en 2009 à 9 700 milliards de dollars en 2018 selon les estimations, ce qui représente une progression moyenne de 8,7 % par an. Il y a peu de signes de ralentissement : au cours des trois dernières années, l'encours total de la dette extérieure des pays en développement a augmenté à un taux cumulatif de près de 20 %. La dégradation du ratio de la dette extérieure totale au PIB n'est donc pas surprenante. Il a atteint 29,1 % en 2018, contre 23,3 % en 2011, niveau le plus bas depuis le début du millénaire. L'encours total de la dette extérieure dépasse également aujourd'hui les recettes d'exportation : le ratio de la dette extérieure aux exportations a atteint 108,3 % en moyenne au cours des trois dernières années, contre 92,1 % en moyenne pour l'ensemble de la décennie, ce qui est très supérieur au niveau le plus bas atteint depuis 2000 (63,6 %), juste avant la crise financière mondiale.

12. Non seulement cette vue d'ensemble varie d'un pays en développement à l'autre, mais le poids lourd économique qu'est la Chine a également une influence positive. En 2018, la Chine représentait 25,5 % de l'encours total de la dette extérieure des pays en développement et 45,0 % de leur PIB combiné. L'encours de la dette extérieure chinoise a certes augmenté un peu plus rapidement que l'encours moyen de l'ensemble des pays en développement entre 2009 et 2018, mais il en a été de même pour son PIB. Si l'on fait abstraction de la Chine, le ratio dette/PIB des pays en développement a donc augmenté de 29,1 % en 2009 à 36,0 % en 2018, tandis que celui de la Chine s'est maintenu au niveau très modeste de 15,1 % en 2018.

13. La composition de cette dette extérieure, examinée en détail dans les rapports précédents ([A/71/276](#) et [A/72/253](#)), a également continué d'évoluer dans la même direction. Les titres de créance à long terme sont tombés à 70,3 % de la dette extérieure totale en 2018, la part de la dette publique ou à garantie publique et celle de la dette privée non garantie étant pratiquement égales (50,9 % et 49,1 % respectivement). La dette extérieure à court terme atteignait 29,1 % de l'encours total en 2018, contre 15,2 % en 2000 (voir fig. II). On est donc bien loin de la situation au début du siècle, lorsque la dette publique ou à garantie publique représentait les trois quarts de la dette à long terme, qui comptait pour 86,2 % de l'encours total de la dette extérieure. Cette évolution de la composition de la dette extérieure reflète l'accès croissant des pays en développement aux marchés de capitaux privés et aux financements accordés aux conditions du marché.

Figure II
Encours total de la dette extérieure des pays en développement, 2000-2018

(En milliards de dollars des États-Unis)



Source : Calculs du secrétariat de la CNUCED, à partir de données provenant de la Banque mondiale, du FMI et de sources nationales.

Abréviation : e = estimation.

14. Les réserves internationales des pays en développement ont atteint plus de 6 600 milliards de dollars en 2018, en légère baisse par rapport à 2017 (6 700 milliards de dollars). Toutefois, si l'on prend également en compte la croissance rapide de la dette à court terme, qui a augmenté de 18 % entre 2017 et 2018, cela a entraîné un net recul du ratio des réserves internationales à la dette à court terme pour l'ensemble de ces pays, qui est tombé de 305 % en 2017 à 260 % en 2018, ce qui est loin des niveaux record de plus de 500 % atteints il y a dix ans et compromet la capacité des pays en développement de se prémunir contre les chocs macroéconomiques.

15. L'augmentation des ratios d'endettement accroît le fardeau du service de la dette, même lorsque les conditions de financement sont favorables, tandis que la plus grande vulnérabilité aux risques des marchés financiers internationaux accroît la variabilité du service de la dette, qui peut augmenter subitement. Pour l'ensemble des pays en développement et des économies en transition, le ratio du service de la dette aux exportations a augmenté de 8,1 % en 2008 (niveau le plus bas depuis 2000) à 12,4 % en 2018. Ce progrès timide par rapport à 2016, lorsque ce ratio a atteint 13,4 %, s'explique en grande partie par le léger redressement des cours des produits de base depuis le milieu de 2016. La forte augmentation du ratio dans les pays en développement les plus pauvres est particulièrement préoccupante. Ainsi, dans les pays les moins avancés⁸, le ratio du service de la dette aux exportations est passé de 4,2 % en 2008 à 10,0 % en 2016, avant de diminuer légèrement à 9,4 % en 2018. En Afrique subsaharienne, le ratio a plus que triplé, passant de 3,8 % en 2011 à 11,3 % en 2018. De même, les frais de service de la dette (intérêts sur la dette publique ou à garantie publique) dans les pays les moins avancés ont plus que doublé en pourcentage des recettes publiques, passant de 4,1 % en 2011 à 15,0 % en 2018, niveau proche du montant du service de la dette extérieure avant les initiatives d'allègement de dette

⁸ Pour la liste actuelle des pays les moins avancés et les critères de classement dans cette catégorie, voir CNUCED, « Least developed countries (LDCs) » (<https://unctad.org/en/Pages/ALDC/Least%20Developed%20Countries/LDCs.aspx>).

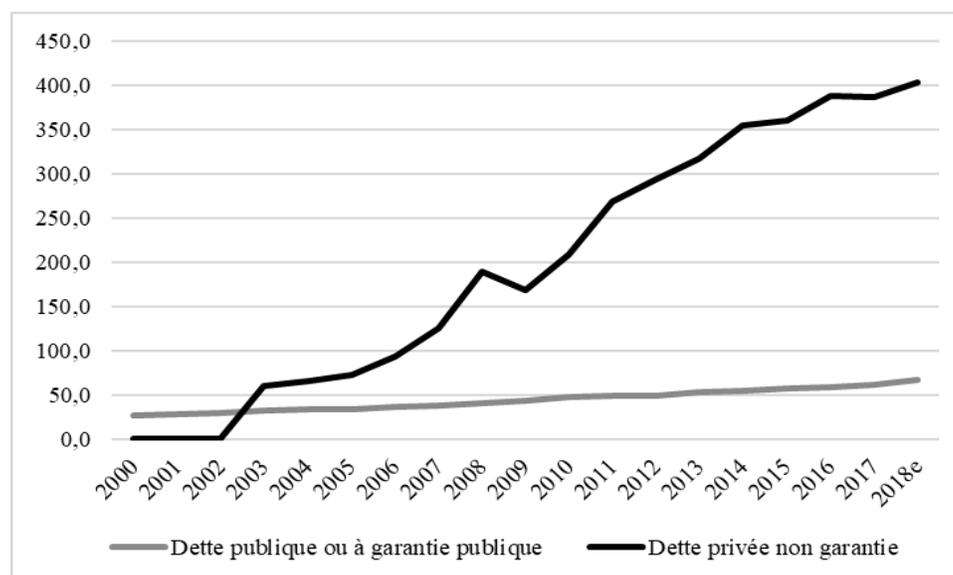
lancées au début des années 2000⁹. Globalement, les tendances à long terme sont claires : alourdissement de la dette extérieure, augmentation du service de la dette et baisse des réserves internationales.

16. La situation des petits États insulaires en développement est particulièrement préoccupante. L'encours total de la dette extérieure de ces États a été multiplié par 200 entre 2000 et 2018, avec un bond en avant en 2003, lorsque la dette extérieure est passée de 40 à 161 milliards de dollars en l'espace d'un an. Cette augmentation s'est poursuivie depuis, pour atteindre un pic de 742,7 milliards de dollars en 2018. Le rapport entre la dette à long terme et la dette à court terme dans ces États est resté relativement stable, se maintenant à 65 % en moyenne pendant la période 2000-2018, mais la composition de la dette à long terme a considérablement changé : la part de la dette publique ou à garantie publique dans la dette extérieure à long terme est tombée de 97 % en 2000 à 14 % seulement en 2018 (voir fig. III). Cette évolution s'explique par l'explosion de la dette privée non garantie, qui a augmenté de 96 % par an en moyenne entre 2000 et 2008, et de 900 millions de dollars en 2000 à 403 milliards de dollars en 2018. La dette à court terme a connu une croissance très rapide, de 40,2 % par an en moyenne, pendant la période 2000-2008, et a continué d'augmenter, mais à un rythme annuel bien plus faible, 8,4 %, entre 2009 et 2018. Cela représente une augmentation de 7,4 milliards de dollars en 2000 à 261,7 milliards de dollars en 2018. Ces États ont également enregistré une forte diminution du ratio des réserves internationales à la dette à court terme en 2003, dont ils ne sont pas encore remis. Ce ratio a chuté d'un niveau record de 1 149 % en 2000 à 153 % en 2003, puis s'est maintenu à 152 % en moyenne entre 2003 et 2018.

Figure III

Encours total de la dette extérieure des petits États insulaires en développement, 2000-2018

(En milliards de dollars des États-Unis)



Source : Calculs du secrétariat de la CNUCED, à partir de données provenant de la Banque mondiale, du FMI et de sources nationales.

Abréviation : e = estimation.

⁹ Calculs du secrétariat de la CNUCED, à partir de données provenant de la Banque mondiale, du FMI et de sources nationales pour 2019.

17. Simultanément, le ratio de la dette extérieure totale au PIB des petits États insulaires en développement a fortement augmenté en 2003, lorsqu'il a atteint 85,6 % (contre 19,8 % en 2000). En 2010, l'encours de la dette extérieure avait dépassé le PIB combiné de ces États, le ratio de la dette au PIB atteignant 118,9 % pour le groupe dans son ensemble. Le ratio de la dette extérieure totale aux exportations a également enregistré une forte augmentation au cours des premières années du millénaire, passant de 17,2 % en 2000 à 70,7 % en 2003, pour atteindre un niveau record de 114,7 % en 2016. Au cours des trois dernières années, la dette extérieure s'est maintenue à 108,7 % des recettes d'exportation en moyenne. Il n'est pas surprenant que les frais de service de la dette aient suivi la même tendance. Le service de la dette représentait 12,2 % du PIB et 10,4 % des exportations en 2018, contre 1,7 et 1,4 % respectivement en 2000. Le service de la dette publique ou à garantie publique a atteint 18,8 % des recettes publiques en 2016 pour le groupe dans son ensemble, avant de retomber à 13,5 % en 2018, ce qui reste un niveau élevé. La part du service de la dette publique ou à garantie publique a été remarquablement élevée pendant les deux dernières décennies.

18. Les difficultés particulières rencontrées par les petits États insulaires en développement ont été soulignées dans le précédent rapport. Outre leurs effets dévastateurs sur les plans humain et social, les catastrophes naturelles peuvent avoir d'énormes répercussions économiques immédiates. Pour ne citer qu'un exemple, on estime à 1,37 milliard de dollars les dégâts causés par l'ouragan Maria en l'espace de quelques heures à la Dominique, ce qui représente 226 % de son PIB en 2016¹⁰. Aussi affligeantes que soient ces pertes immédiates, on sous-estime souvent la nécessité de lutter contre les effets secondaires et tertiaires des chocs liés au changement climatique sur la viabilité de la dette des pays en développement. Comme il ressort d'une étude réalisée par la CNUCED¹¹ en 2010 sur l'impact de 21 grandes catastrophes naturelles qui ont frappé des pays en développement entre 1980 et 2008, ces chocs de grande ampleur peuvent accroître le ratio de la dette au PIB des pays touchés, de 24 points de pourcentage en moyenne au cours des trois années suivantes. Si la catastrophe ne donne pas lieu à une augmentation rapide de l'aide étrangère, ce chiffre peut atteindre 43 points de pourcentage.

19. Bien que les pays en développement à faible revenu (à l'exception des petits États insulaires en développement)¹² ne représentent que 1,5 % du PIB total des pays en développement, la détérioration du ratio de la dette de ces pays offre une micro-image des tendances générales dans les pays en développement au cours de la dernière décennie. L'encours total de la dette extérieure des pays en développement à faible revenu a atteint 171 milliards de dollars en 2018 – soit deux fois plus qu'en 2009 (89 milliards de dollars), même après la conclusion de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés et de l'Initiative d'allègement de la dette multilatérale. Au cours de la dernière décennie, le ratio de la dette extérieure au PIB a connu des hauts et des bas ; il s'établit aujourd'hui à 35,4 % du PIB, après avoir fortement augmenté par rapport à un niveau relativement faible de 26,1 % en 2011. L'encours total de la dette est resté plus élevé que les recettes d'exportation totales au cours des dix

¹⁰ Dominique, *Post-Disaster Needs Assessment: Hurricane Maria – 18 September 2017* (15 novembre 2017).

¹¹ CNUCED, « Haiti's recovery should start with cancelling its debt », Note d'orientation n° 11 (11 janvier 2010).

¹² Les groupes de pays correspondent aux catégories économiques définies en fonction du revenu dans UNCTADstat (<https://unctadstat.unctad.org/FR/Classifications.html>). Les pays en développement à faible revenu, à revenu intermédiaire et à revenu élevé, ainsi que les pays en transition, sont tous considérés comme des pays en développement. Les petits États insulaires en développement étant examinés séparément dans le présent rapport, ils sont exclus des autres groupes économiques dans le texte.

dernières années, avec un ratio de la dette extérieure aux exportations égal à 123,1 % en moyenne pendant cette période.

20. La dette publique ou à garantie publique, qui représente encore la quasi-totalité de la dette extérieure à long terme des pays en développement à faible revenu et plus de 80 % de leur dette extérieure totale, a augmenté non seulement en volume mais aussi en termes de coût. Les frais de service de la dette publique ou à garantie publique ont augmenté de 10,5 % par an en moyenne entre 2009 et 2018, contre une hausse annuelle moyenne de 7,7 % pendant la même période pour la dette publique ou à garantie publique proprement dite. Le service de la dette publique ou à garantie publique représentait pas moins de 6,8 % des recettes publiques en 2018, ayant augmenté de près de 4,5 % par an au cours de la dernière décennie, et après être tombé à 2,9 % en 2011. Plus généralement, le ratio du service de la dette au PIB a doublé depuis 2010, pour atteindre 1,8 % en 2018, et celui du service de la dette aux exportations est passé de 3,6 % à 6,7 % entre 2010 et 2018. Le service de la dette extérieure totale a augmenté de 13,8 % au cours de la dernière décennie (2009-2018) et de 28,1 % en un an. La détérioration des indicateurs d'endettement des pays en développement à faible revenu traduit la persistance d'une part de dette à court terme et l'augmentation progressive de la dette privée non garantie, ainsi que l'accroissement en volume de la dette publique ou à garantie publique. Le ratio des réserves internationales à la dette extérieure à court terme des pays en développement à faible revenu a connu des hauts et des bas, la dette à court terme ayant fluctué d'une année à l'autre, mais globalement, ce ratio a diminué de 16 %, passant de 581 % en 2009 à 488 % en 2018.

21. Ces chiffres montrent que, alors que les pays en développement à faible revenu étaient relativement à l'abri des fluctuations des marchés financiers internationaux, leur intégration financière progressive, conjuguée à l'accès limité aux financements publics à taux réduit, commence à faire sentir ses effets. Bon nombre de ces pays étant également tributaires des produits de base, le léger redressement des prix des produits concernés pourrait amortir l'impact de la dégradation de la balance des paiements, mais cette protection risque de disparaître au plus tard lorsqu'une grande partie de la dette extérieure des nombreux pays concernés arrivera à échéance dans quelques années. En outre, il ne faut pas oublier que bon nombre de pays en développement à faible revenu recourent de plus en plus à la dette publique intérieure ; en conséquence, le poids total de la dette publique et des frais de service correspondants est beaucoup plus élevé que celui de la dette extérieure.

22. La dette extérieure totale des pays en développement à revenu intermédiaire (à l'exception des petits États insulaires en développement) a augmenté de 8 % par an au cours de la dernière décennie (2009-2018), ce qui est nettement supérieur à la hausse annuelle moyenne de 2,4 % enregistrée au cours des neuf années précédentes (2000-2008). Qui plus est, cette tendance ne va probablement pas s'infléchir, la dette extérieure totale ayant augmenté de plus de 20 % depuis 2016. Ainsi, l'encours total de la dette extérieure des pays en développement à revenu intermédiaire a doublé entre 2009 et 2018, passant d'à peine plus de 1 000 milliards de dollars à plus de 2 000 milliards de dollars. Bien qu'on puisse se rassurer à l'idée que cela ne représente encore que 26,5 % de leur PIB combiné, ce qui est bien loin du ratio moyen dette/PIB de 52,2 % atteint en 2000, non seulement la dette augmente plus rapidement que prévu après l'aide apportée par l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés et l'Initiative d'allègement de la dette multilatérale¹³, mais elle est également plus onéreuse et à plus courte échéance. La dette à long terme privée non garantie et la dette à court terme constituent une proportion grandissante de la dette extérieure

¹³ Près d'un cinquième (11) des 57 pays figurant sur la liste des pays à revenu intermédiaire ont reçu une assistance au titre de ces programmes.

de ces pays (respectivement 27,5 et 14,9 % de la dette extérieure totale en 2018, contre 11,4 et 9,5 % en 2000).

23. La tendance à l'augmentation de la part de la dette privée et de la dette à plus court terme se reflète dans le niveau de plus en plus élevé des ratios du service de la dette et dans la diminution des réserves internationales. La dette extérieure totale dépasse la valeur des exportations depuis quatre ans et le service de la dette a atteint 13,2 % des recettes d'exportation, en moyenne, au cours des trois dernières années. Le montant total du service de la dette (dette privée et dette à courte terme comprises) a augmenté de 11,9 % par an au cours des dix dernières années. Le ratio du service de la dette au PIB était de 3,2 % en 2018, contre 2,1 % en 2009. Bien que la dette à long terme publique ou garantie par l'État ne représente actuellement que les deux tiers de la dette à long terme (contre 86,1 % en 2000 et 71,7 % en 2009), le service de cette dette représente 7,9 % des recettes publiques, soit une hausse annuelle de plus de 6,8 % au cours de la dernière décennie. Le coût de la dette extérieure publique ou à garantie publique de ce groupe de pays a progressivement augmenté, de 3,5 % en 2014 à plus de 5,8 % en 2018.

24. Tandis que l'exposition à la dette détenue par des créanciers privés et à la dette à court terme a augmenté, le ratio des réserves internationales à la dette à court terme a accusé une tendance à la baisse au cours de la dernière décennie, tombant de 628 milliards de dollars en 2009 à 344 milliards en 2018, soit un recul de 45 % qui indique une capacité réduite d'autoprotection contre l'accroissement des risques systémiques ainsi que des risques propres aux régions et pays. Globalement, les pays en développement à revenu intermédiaire donnent donc des signes grandissants de difficultés financières et de surendettement, comme en témoignent leur recours grandissant à la dette privée, des échéances plus courtes, des frais de service de la dette de plus en plus lourds et la diminution de leurs réserves internationales, ce qui donne à penser que les niveaux d'endettement actuels de ces pays mettent à rude épreuve leur économie.

25. Comme il est expressément reconnu au paragraphe 71 du Programme d'action d'Addis-Abeba, les pays en développement à revenu intermédiaire connaissent encore de grandes difficultés pour parvenir au développement durable. Diverses explications ont été données, allant des facteurs structurels qui créent des tournants décisifs pour le développement, tels que les pressions à la hausse sur les salaires réels du fait que l'excédent de main-d'œuvre bon marché des secteurs traditionnels de l'économie est absorbé par le secteur manufacturier moderne et la pénurie de qualifications qui freine l'ascension de l'échelle technologique à partir d'un certain point, à des considérations plus générales concernant les obstacles croissants à la poursuite de la diversification économique dans le climat actuel d'instabilité et de ralentissement de l'économie mondiale, à quoi s'ajoutent les capacités institutionnelles et politiques de plus en plus importantes nécessaires aux pays en développement à revenu intermédiaire pour répondre aux besoins d'investissement grandissants associés aux poussées d'industrialisation tardives. La stagnation structurelle de ces pays est aggravée non seulement par la longue période de croissance atone de l'économie mondiale, mais aussi par l'asymétrie croissante des échéances due au manque de cohérence de l'intégration de leurs structures de production et de leurs systèmes financiers dans les marchés financiers internationaux. L'avantage d'avoir accès à un plus large éventail d'instruments de financement et de titres d'emprunt sur les marchés de capitaux internationaux peut être annulé par le manque de capacités pour apprécier comme il se doit les risques liés à ces marchés et par le fait que ce groupe de pays ne répond pas aux conditions requises pour bénéficier de financements à taux réduit. Cette exclusion basée sur un seuil souvent approximatif, le revenu par habitant, ignore le

fait que ces pays continuent d'abriter la majorité de la population mondiale vivant dans la pauvreté¹⁴.

26. S'agissant des pays en développement à revenu élevé, le montant total de l'encours de la dette extérieure a plus que doublé depuis 2009, pour atteindre 6 500 milliards de dollars en 2018, soit six fois plus qu'en 2000 (1 100 milliards de dollars). Suite à la crise financière mondiale, l'exposition des pays de ce groupe à la dette à court terme et à la dette à long terme privée non garantie a rapidement augmenté. Plusieurs tendances ont été constatées au cours de la dernière décennie. Les pays en développement à revenu élevé se sont endettés à un rythme croissant, la part de la dette à court terme dans la dette extérieure est devenue plus importante, la dette privée non garantie est devenue la principale composante de la dette à long terme et le coût du service des différentes composantes de la dette a considérablement augmenté. L'encours total de la dette extérieure a augmenté de 10,5 % par an en moyenne entre 2009 et 2018, ce qui s'est traduit par l'augmentation du ratio de la dette extérieure au PIB pour le groupe dans son ensemble, de 20,9 % en 2008 à 28,6 % en 2018. Par ailleurs, l'encours de la dette dépasse les recettes d'exportation depuis trois ans. Une réorientation vers la dette extérieure à court terme a été observée en 2010, tendance qui se poursuit aujourd'hui, avec un bref pic associé au phénomène mondial du « taper tantrum »¹⁵ en 2013, lorsque la dette à court terme a atteint plus de 40 % de la dette extérieure totale. En 2018, cette proportion n'avait guère diminué (36 %). Outre la réorientation vers la dette à court terme, la dette privée non garantie est passée à 56 % de la dette à long terme, contre 36 % en 2000. C'est la raison pour laquelle les frais de service de la dette publique ou à garantie publique sont restés relativement stables, à 2,2 % des recettes publiques.

27. Ces tendances se sont néanmoins traduites par une augmentation du coût total du service de la dette : le ratio du service de la dette au PIB est passé de 1,9 % en 2011 à 3,5 % en 2018 et celui du service de la dette aux exportations a presque doublé pendant la même période, passant de 6,2 % en 2011 à 11,4 % en 2018. Le montant de la dette à court terme et de la dette privée non garantie ayant progressé en même temps que leur coût, il n'est pas surprenant que les pays en développement à revenu élevé aient vu diminuer leur capacité d'accumuler des réserves internationales. L'effondrement du ratio des réserves internationales à la dette à court terme, d'un niveau record de 530,7 % en 2009 à 232,8 % en 2018, s'est accompagné d'un accroissement et d'un changement de composition de la dette. Pour les pays en développement à revenu élevé, 2013 semble avoir marqué un tournant après lequel les crises financières se sont multipliées dans bon nombre des grands pays de ce groupe en raison de l'impact de l'instabilité financière mondiale sur leur situation financière, qui s'est manifesté sous des formes diverses telles que l'inversion des flux de capitaux, les fluctuations de prix des produits de base et des taux de change ainsi qu'une plus forte exposition à la dette extérieure privée¹⁶.

28. Les pays en transition affichent une tendance conjoncturelle différente de celle des autres groupes de pays étudiés dans le présent rapport, dans la mesure où l'encours de leur dette extérieure a diminué par rapport au niveau record de 1 140 milliards de dollars atteint en 2013. En 2018, ce chiffre était tombé à 927,5 milliards de dollars. La croissance rapide de la dette extérieure totale qui a abouti à la crise financière avait été

¹⁴ Banque mondiale, « Assisting middle-income countries in their quest to turn billions to trillions », (25 octobre 2016).

¹⁵ Vers la deuxième moitié de 2013, dès l'annonce d'un resserrement du crédit de la part de la Réserve fédérale américaine, après une période de politique monétaire expansionniste, et avant que le robinet ne soit effectivement coupé, les investisseurs ont commencé à retirer leurs fonds des pays en développement, ce qui a eu de lourdes répercussions financières sur ces pays et les a conduit à adopter des politiques déflationnistes.

¹⁶ CNUCED, « External shocks and financial stress post the global financial crisis ».

alimentée par une surchauffe de la consommation dans ces pays, et la dette extérieure avait continué d'augmenter alors que les pays du groupe avaient des difficultés à refinancer leur déficit courant et à se prémunir contre les attaques spéculatives contre leurs monnaies nationales. De la mi-2008 à la mi-2009, sept pays de ce groupe ont recouru aux mécanismes du FMI et à une aide supplémentaire de l'Union européenne. À mesure que la dette extérieure totale du groupe a diminué, la part de la dette à long terme a progressivement augmenté pour atteindre 86 % de l'encours total de la dette extérieure en 2018, contre 75 % en 2000. La part de la dette privée non garantie dans la dette à long terme a considérablement augmenté dans les pays de ce groupe, passant de 21 % en 2000 à un pic de 69 % en 2008 avant de retomber à 56 % en 2018. La dette à court terme représentait environ 12 % de la dette extérieure totale en 2018, soit moins que les niveaux moyens enregistrés pendant les périodes 2000–2008 et 2009–2018 (16 et 13 % respectivement). Ces tendances se reflètent dans la diminution des ratios moyens de la dette extérieure totale au PIB, de 42,3 % durant la période 2000-2008 à 40,6 % durant la période 2009–2018. Les deux ratios du service de la dette au PIB et aux exportations ont diminué depuis leur niveau record de 2015, lorsque le service de la dette a atteint 9,4 % du PIB et 29,4 % des exportations. En 2018, le ratio du service de la dette au PIB était retombé à un niveau plus raisonnable de 7,6 % et le service de la dette à 21,4 % environ des exportations. Ces dix dernières années, le ratio des réserves internationales à la dette à court terme a également augmenté, passant d'une moyenne de 299,8 % pendant la période 2000-2008 à 508,2 % pendant la période 2009-2018, pour atteindre un sommet de 582,4 % en 2018.

III. Amélioration de la transparence de la dette

29. Face à la vulnérabilité croissante des pays en développement à la dette, à l'évolution rapide des sources de crédit et aux innovations financières qui entraînent la prolifération d'instruments d'emprunt complexes, le FMI et la Banque mondiale ont coordonné leurs efforts pour promouvoir une meilleure transparence de la dette publique¹⁷. Ces efforts sont axés sur les pays en développement à faible revenu, en partant du principe que les pays en développement pauvres sont ceux qui ont le plus besoin d'aide pour être en mesure de renforcer leurs capacités de gestion de la dette. Par ailleurs, l'Institut de finance internationale, qui représente le secteur financier mondial, a élaboré un ensemble de projets de principes d'application volontaire sur la transparence de la dette afin de promouvoir la communication volontaire d'informations sur les instruments d'emprunt par les créanciers privés¹⁸. Les deux initiatives ont gagné du terrain ces dernières années dans le cadre du programme d'action du Groupe des Vingt (G20)¹⁹.

30. Dans une large mesure, ces initiatives traduisent la prise de conscience de la nécessité de disposer de données de qualité sur la dette pour permettre aux gouvernements nationaux et à la communauté internationale de minimiser le risque de surendettement et de prendre rapidement des mesures correctives, le cas échéant. En outre, dans le cadre de l'approche multidimensionnelle commune qu'ils ont

¹⁷ Groupe de la Banque mondiale et FMI, « G20 note: strengthening public debt transparency – the role of the IMF and the World Bank », Washington, 13 juin 2018. (<http://documents.worldbank.org/curated/en/991171532695036951/Strengthening-public-debt-transparency-the-role-of-the-IMF-and-the-World-Bank-G20-note>).

¹⁸ Voir www.iif.com/Publications/ID/3387/Voluntary-Principles-For-Debt-Transparency. Voir également Odette Lienau, « UNCTAD comment on the Institute of International Finance draft voluntary principles for debt transparency », 10 mai 2019 (https://debt-and-finance.unctad.org/Documents/IIF_Principles_debt_transparency_UNCTAD_10_May_2019.pdf).

¹⁹ Communiqué des ministres des finances et des gouverneurs des banques centrales des pays du G20 réunis les 8 et 9 juin 2019 à Fukuoka (Japon).

récemment adoptée pour faire face aux nouvelles vulnérabilités à la dette²⁰, le FMI et la Banque mondiale ont incorporé un appui plus ferme pour renforcer les capacités de gestion de la dette en aval, notamment en matière de communication, d'enregistrement et de suivi des données sur la dette publique, dans un programme de surveillance élargi qui comprend une analyse plus détaillée de la dette et des dispositifs d'alerte rapide, des orientations sur les politiques macrobudgétaires et l'examen des politiques nationales en matière d'endettement par les institutions financières internationales. S'il est incontestablement préférable pour les gouvernements nationaux, et pour la communication des informations externes aux bases de données internationales, d'avoir rapidement accès à des données sur la dette plus complètes et plus fiables, l'idée de subordonner l'appui de la communauté internationale afin d'améliorer la transparence des données sur la dette à la participation des bénéficiaires de cet appui à des programmes élargis de surveillance des politiques pourrait aller à l'encontre du but recherché si cela réduit la marge de manœuvre dont disposent les autorités nationales pour faire face à l'instabilité financière et compromet l'engagement qu'elles ont pris de communiquer des données sur la dette en temps opportun.

31. Améliorer la transparence des données sur la dette des pays en développement est peut-être plus difficile qu'on ne l'admet généralement, même si c'est une tâche spécifique²¹. Si l'on veut assurer la communication, l'enregistrement et le suivi efficaces des données sur la dette publique (ou à garantie publique), il faut obtenir l'engagement des hauts responsables gouvernementaux afin de garantir la mise en place des cadres juridiques et institutionnels nécessaires pour définir clairement les responsabilités connexes et faciliter l'échange d'informations entre les organismes publics chargés de la gestion des finances publiques. En outre, les gouvernements doivent avoir les ressources et les moyens administratifs nécessaires pour s'attacher en priorité à recruter du personnel suffisamment qualifié pour cette tâche ; il faut également qu'ils bénéficient d'un accès à faible coût à la technologie nécessaire pour mettre en place de solides systèmes d'enregistrement et de suivi. Enfin, ces systèmes doivent évoluer constamment pour faire face aux nouvelles difficultés qui empêchent d'améliorer la transparence des données sur la dette, telles que la complexité croissante des instruments d'emprunt nationaux et internationaux, notamment les obligations souveraines indexées, les titres adossés à des créances obligataires et le suivi des passifs qui peuvent découler des partenariats public-privé, de la dette infranationale (voir [A/72/253](#)), de la dette des grandes entreprises publiques ou privées et de la dette extrabudgétaire.

32. Néanmoins, l'enregistrement et la communication des données sur la dette se sont considérablement améliorés au cours de la dernière décennie. Les résultats des évaluations du cadre de dépenses publiques et de responsabilité financière montrent qu'en moyenne, la qualité de ces fonctions s'est fortement améliorée depuis 2006, de même que celle des systèmes de gestion de la dette publique utilisés pour contracter des prêts ou émettre des garanties. Le nombre grandissant de pays qui contribuent aux bases de données sur la dette créées par la Banque mondiale et le FMI témoigne également des progrès accomplis à cet égard.

33. Pour apporter des solutions aux problèmes qui restent à régler, tels que l'élargissement de la couverture au-delà de la dette de l'administration centrale pour minimiser les passifs cachés qui ne deviennent apparents que dans les situations de

²⁰ Banque mondiale et FMI, « Debt vulnerabilities in emerging and low-income economies », document établi pour la réunion du Comité ministériel conjoint des Conseils des Gouverneurs de la Banque et du Fonds sur le transfert de ressources réelles aux pays en développement, tenue le 13 octobre 2018, Washington, 17 septembre 2018.

²¹ Pour de plus amples informations, voir Gerry Teeling, « Debt data transparency », note d'information pour la deuxième session du Groupe intergouvernemental d'experts du financement du développement, Genève, novembre 2018.

grave surendettement, la communication plus rapide d'informations sur les nouveaux instruments d'emprunt, les décaissements et le service de la dette, l'absence de fonctions automatisées pour l'établissement des rapports, l'accès limité aux données servant à établir les rapports, les problèmes de regroupement des données dispersées et la mauvaise connaissance ou le non-respect des normes d'information, il importe de prendre pleinement en compte les causes profondes de la mauvaise qualité des données sur la dette, notamment : cadres juridiques et institutionnels précaires, structures de gestion fragmentées et manque de rigueur de la gestion des risques opérationnels, irrégularités ou lacunes dans les procédures de validation des données, effectifs insuffisants et forte rotation du personnel, niveau insuffisant de connectivité des systèmes de gestion de la dette des services d'appui administratif avec les autres bases de données nationales pertinentes, et moyens ou pouvoirs insuffisants pour procéder à des audits réguliers de la dette nationale.

34. Il existe un certain nombre de moyens éprouvés pour apporter les améliorations nécessaires, notamment les normes, cadres et systèmes internationaux appuyés par le FMI, l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques, la Banque mondiale, le Système de gestion et d'analyse de la dette de la CNUCED, le Secrétariat du Commonwealth et les organisations régionales. Il conviendrait en priorité de renforcer l'assistance technique fournie en aval au niveau de l'enregistrement, du suivi et de la communication des informations sur la dette, en s'efforçant de mieux faire connaître et comprendre ces questions, de fournir des services consultatifs, de renforcer les systèmes informatiques d'enregistrement et de communication des informations sur la dette et d'intégrer ces systèmes dans le dispositif global de gestion des finances publiques. Il est également important de mettre en place des cadres institutionnels et des capacités humaines durables.

35. Il est possible de renforcer la transparence des données sur la dette en élaborant des plans d'action ciblés et spécialement conçus pour combler les lacunes recensées, car il n'existe pas de solution universelle. Les prestataires de l'assistance technique devraient continuer de veiller à actualiser leurs produits et services afin de répondre aux nouvelles normes et exigences.

36. Par ailleurs, la communauté internationale pourrait envisager de mettre en place un mécanisme mondial de coordination afin de prodiguer des conseils et de coordonner l'assistance technique fournie en matière d'enregistrement et de communication des données sur la dette, ainsi que pour créer des synergies avec tout l'éventail des fonctions de gestion de la dette. Une meilleure coordination aiderait à concevoir et mettre en place un programme global et coordonné de renforcement des capacités nationales. On pourrait commencer par définir une nouvelle méthode commune d'évaluation de la qualité des données sur la dette. L'organisation d'un exercice régulier de coordination entre les créanciers et les débiteurs, afin de recouper systématiquement les données sur la dette, pourrait également aider à déterminer les lacunes dans ce domaine.

37. Il faudra trouver de nouvelles sources de financement pour renforcer l'assistance technique fournie en matière d'enregistrement et de communication des données sur la dette et pour améliorer la coordination entre les prestataires de cette assistance. Ces ressources viendraient s'ajouter à celles actuellement disponibles pour les activités menées en amont, notamment dans le cadre du Mécanisme de gestion de la dette et d'initiatives similaires.

IV. Le Programme 2030 et l'écart de viabilité de la dette

38. S'il est indéniablement essentiel d'accroître la transparence des données sur la dette pour définir des politiques qui permettent de mieux faire face aux crises

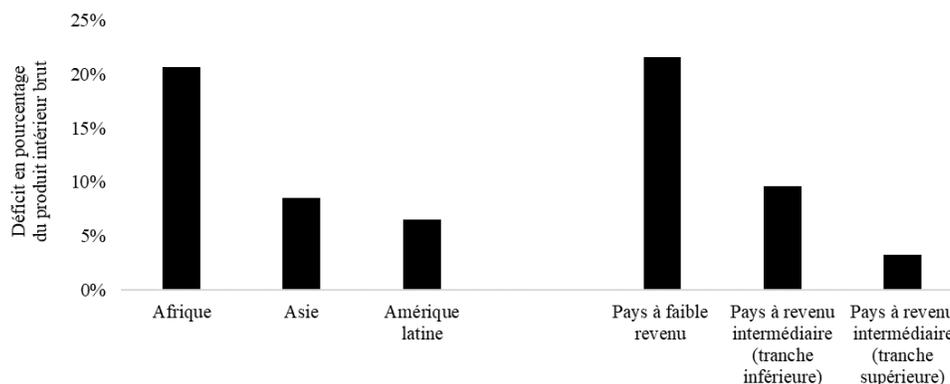
financières et au surendettement, il ne sera pas possible d'atteindre les objectifs de développement durable au cours de la prochaine décennie sans prendre des mesures plus énergiques pour réduire la vulnérabilité des pays en développement à la dette et améliorer la viabilité de la dette actuelle.

39. Pour déterminer dans quelle mesure la vulnérabilité actuelle des pays en développement à la dette risque de les empêcher d'atteindre les objectifs de développement durable, la CNUCED a estimé l'incidence des besoins d'investissement liés aux principaux objectifs, tels que l'élimination de la faim et de la pauvreté et l'accès aux soins de santé de base et à l'éducation, sur la viabilité à long terme de la dette de 31 pays en développement à faible revenu ou à revenu intermédiaire. Reprenant la définition de la viabilité de la dette proposée par le Secrétaire général de l'époque, comme « le niveau de dette qui permet à un pays de réaliser les objectifs de développement et d'atteindre 2015 sans augmentation de ses ratios d'endettement » (A/59/2005), l'analyse a mis l'accent sur les moyens de réaliser au moins les éléments centraux du Programme 2030 sans augmentation des ratios actuels de la dette publique des pays en développement.

40. Les résultats de l'analyse indiquent que la réalisation des principaux objectifs de développement durable entraînerait une augmentation des ratios de la dette publique au PIB de 47 % environ aujourd'hui à 185 %, en moyenne, si la structure des dépenses et les modes de financement actuels perdurent. En revanche, pour réaliser ces objectifs d'ici à 2030 sans augmentation des ratios de la dette au PIB, les pays en développement devront enregistrer une croissance moyenne proche de 12 % par an²².

Figure IV
Déficit de financement des objectifs de développement durable, par région et catégorie de revenu, 2018

(En pourcentage du produit intérieur brut)



Source : Calculs du secrétariat de la CNUCED, à partir de données provenant de sources nationales et des estimations des besoins d'investissement liés aux objectifs de développement durable provenant de sources diverses.

41. Il est clair qu'il ne suffira pas d'améliorer la transparence des données sur la dette, les stratégies de gestion de la dette et la mobilisation des ressources nationales pour faire face à ces besoins de financement. On est également loin du compte en ce qui concerne la mobilisation des financements privés internationaux nécessaires pour

²² Pour de plus amples informations, voir également CNUCED, *Trade and Development Report: Financing the Global Green New Deal* (à paraître, 2019), chap. IV.

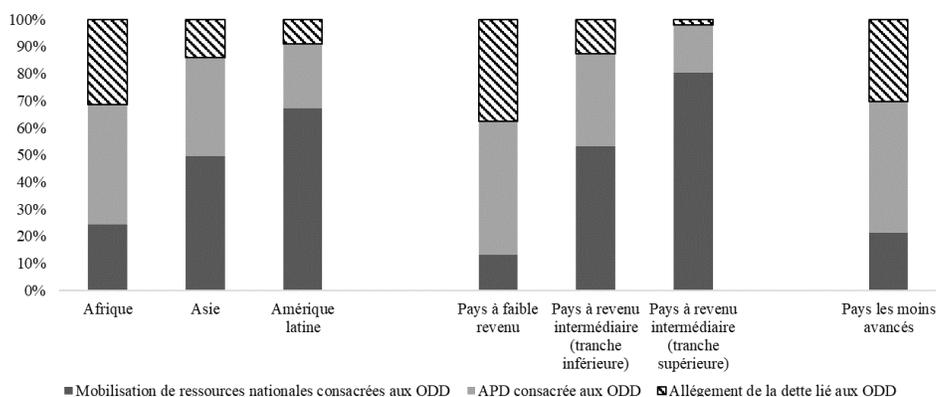
faciliter cette tâche. Comme l'indique un rapport récent de l'Overseas Development Institute²³, malgré l'augmentation des financements mixtes, les fonds mobilisés à ce jour demeurent très limités par rapport au montant estimatif du déficit à combler pour financer les objectifs de développement durable, qui est concentré dans les pays en développement à revenu intermédiaire et les secteurs économiques productifs plutôt que dans les infrastructures sociales. Sans une aide internationale supplémentaire directe, par exemple l'augmentation de l'aide publique au développement (APD) et des initiatives multilatérales coordonnées pour financer à faible coût le développement à long terme, tous les pays en développement – quelle que soit leur catégorie de revenu – auront encore plus de difficultés à maintenir leur niveau d'endettement que ce n'est déjà le cas pour un nombre croissant de ces pays.

42. On trouvera dans la figure V une estimation des options de financement public et de l'ordre de grandeur des ressources requises, par région et par catégorie de revenu des pays en développement.

Figure V

Comblent l'écart de viabilité de la dette : options de financement public aux niveaux national et international

(En pourcentage)



Source : Calculs du secrétariat de la CNUCED, à partir de données provenant de sources nationales et des estimations des besoins d'investissement liés aux objectifs de développement durable provenant de sources diverses.

43. Comme le montre la figure 5, dans le cas des pays les moins avancés, la mobilisation plus efficace des ressources nationales permettrait de réduire de 21,3 % l'écart de viabilité de la dette liée aux objectifs de développement durable. Les programmes d'aide publique au développement (APD) consacrés aux objectifs permettraient de réduire l'écart de 48,4 % et les 30,3 % restants seraient comblés par les programmes d'allègement de la dette liés aux objectifs. La part relative des différents moyens de combler cet écart est approximativement la même pour les pays en développement à faible revenu et les pays africains que pour les pays les moins avancés. Dans le cas des pays en développement à revenu intermédiaire (tranche inférieure), la mobilisation plus efficace des ressources nationales aiderait à réduire l'écart de 53,1 %, tandis que l'ADP et les programmes d'allègement de la dette couvriraient 34,1 et 12,8 % du déficit, respectivement. Enfin, pour les pays en développement à revenu intermédiaire (tranche supérieure), la mobilisation plus efficace des ressources nationales couvrirait 80,4 % du coût de la réalisation des

²³ Samantha Attridge et Lars Engen, *Blended Finance in the Poorest Countries: The Need for a Better Approach*, report (Londres, Overseas Development Institute, avril 2019).

principaux objectifs dans les délais prévus, sans détérioration de la viabilité de la dette. Les besoins restants seraient couverts par l'APD (17,4 %) et les allègements de dette (2,1 %).

V. Conclusions et mesures recommandées

44. En 2018, la situation de la dette extérieure de nombreux pays en développement s'est à nouveau détériorée et les espoirs fugaces d'amélioration, nourris par l'envolée des marchés boursiers et des prévisions optimistes, ont été en grande partie déçus. Le climat économique mondial se caractérise par des préoccupations grandissantes quant à l'impact de la dépendance continue à l'égard des politiques monétaires accommodantes sur la stabilité financière, à quoi s'ajoutent les inquiétudes suscitées par la faiblesse de la demande globale, la montée des inégalités et les incertitudes liées à l'aggravation des tensions commerciales et à l'instabilité des marchés pétroliers.

45. La détérioration de la situation de la dette extérieure des pays en développement n'a pas atteint le stade où l'on parle d'une véritable crise de la dette, compte tenu de la persistance des risques systémiques et de leurs répercussions possibles sur la viabilité de la dette de ces pays. Néanmoins, la communauté internationale doit garder à l'esprit que la dette des pays en développement arrivera à échéance au cours des prochaines années et qu'aucun plan d'action clair et coordonné n'a été mis en place pour faire face à ce « mur de la dette ».

46. Les initiatives récemment prises par les institutions financières internationales et le Groupe des Vingt pour rehausser la transparence des données relatives à la dette sont d'une importance cruciale pour améliorer la gestion de la dette et la conception des politiques s'y rapportant. Les efforts faits en ce sens devront être axés sur le renforcement de l'assistance technique fournie en matière d'enregistrement et de communication des données sur la dette, notamment grâce à des financements spéciaux, et sur la mise en place d'un mécanisme mondial de coordination afin de prodiguer des conseils et de coordonner l'assistance technique fournie, ainsi que pour créer des synergies avec tout l'éventail des fonctions de gestion de la dette. En outre, il ne s'agit pas seulement de mettre en place ces initiatives dans les pays en développement à faible revenu, mais aussi d'encourager ces pays à participer activement aux initiatives internationales visant à améliorer la transparence des données sur leur dette, notamment pour garantir l'engagement à long terme de leurs gouvernements en faveur des initiatives.

47. Parallèlement, afin de réaliser les objectifs de développement durable dans les délais prévus sans alourdir la dette et les difficultés financières des pays en développement, il faut d'urgence envisager de nouvelles mesures internationales plus énergiques, notamment des initiatives d'allègement de dette liées aux objectifs de développement durable et l'accroissement de l'aide publique au développement, l'accent étant mis sur les investissements nécessaires à la réalisation des objectifs.

Annexe

Dettes extérieures des pays en développement

(En milliards de dollars des États-Unis)

	2015	2016	2017	2018 ^a	2000-2008 Taux de croissance annuelle	2009-2018 Taux de croissance annuelle	2017-2018 Taux de croissance
Ensemble des pays en développement							
Encours de la dette extérieure totale^b	7 847,5	8 226,9	9 016,8	9 728,6	8,69 %	8,86 %	7,89 %
Dettes à long terme	5 630,8	6 037,7	6 461,8	6 836,5	6,94 %	8,22 %	5,80 %
Dettes publiques ou à garantie publique	2 730,6	2 930,7	3 298,7	3 476,4	2,27 %	7,68 %	5,39 %
Dettes privées non garanties	2 900,2	3 106,9	3 163,1	3 360,0	15,46 %	8,80 %	6,22 %
Dettes à court terme	2 088,4	2 063,7	2 402,5	2 826,2	14,61 %	11,80 %	17,63 %
Service de la dette	956,8	1 083,5	1 147,2	1 238,9	7,04 %	7,91 %	7,99 %
Service de la dette/dettes PGP	246,9	277,5	267,8	297,4	1,90 %	4,50 %	11,06 %
Indicateurs d'endettement (en pourcentage)^c							
Dettes extérieures totales/PIB	27,3	28,6	28,7	29,1			
Dettes extérieures totales/exportations ^d	100,7	110,6	108,6	105,6			
Service de la dette/PIB	3,3	3,8	3,7	3,7			
Service de la dette/exportations	11,2	13,4	12,7	12,4			
Réserves/dettes à court terme	349,6	336,8	304,7	259,2			
Service de la dette PGP/exportations	3,5	4,1	3,6	3,6			
Service de la dette PGP/recettes publiques	3,5	4,0	3,5	3,6			
Pays en développement à revenu élevé							
Encours de la dette extérieure totale^b	5 160,6	5 399,2	5 987,6	6 585,6	10,65 %	10,51 %	9,99 %
Dettes à long terme	3 354,1	3 646,2	3 922,4	4 206,4	7,15 %	9,61 %	7,24 %
Dettes publiques ou à garantie publique	1 419,5	1 571,7	1 766,3	1 859,9	3,27 %	8,35 %	5,30 %
Dettes privées non garanties	1 934,6	2 074,5	2 156,0	2 346,4	12,24 %	10,73 %	8,83 %
Dettes à court terme	1 755,4	1 708,5	2 002,8	2 399,9	15,72 %	13,20 %	19,82 %
Service de la dette	590,2	721,9	745,4	818,0	3,90 %	8,77 %	9,75 %
Service de la dette/dettes PGP	93,2	136,4	130,2	134,8	1,84 %	3,14 %	3,51 %
Indicateurs d'endettement (en pourcentage)^c							
Dettes extérieures totales/PIB	26,0	27,3	27,8	28,6			
Dettes extérieures totales /exportations ^d	92,6	102,1	103,1	103,4			
Service de la dette/PIB	2,9	3,6	3,5	3,5			
Service de la dette/exportations	9,2	12,1	11,4	11,4			
Réserves/dettes à court terme	328,2	315,4	278,8	232,8			
Service de la dette PGP/exportations	1,9	2,9	2,5	2,4			
Service de la dette PGP/recettes publiques	1,7	2,6	2,3	2,2			
Pays en développement à revenu intermédiaire							
Encours de la dette extérieure totale^b	1 637,6	1 700,4	1 901,8	2 042,3	2,47 %	8,01 %	7,38 %
Dettes à long terme	1 365,4	1 407,1	1 566,0	1 692,2	2,92 %	8,12 %	8,05 %
Dettes publiques ou à garantie publique	880,0	925,6	1 054,9	1 130,5	0,71 %	7,27 %	7,17 %
Dettes privées non garanties	485,4	481,5	511,2	561,7	12,11 %	10,06 %	9,88 %

	2015	2016	2017	2018 ^a	2000-2008 Taux de croissance annuelle	2009-2018 Taux de croissance annuelle	2017-2018 Taux de croissance
Dettes à court terme	229,7	247,3	282,8	306,1	7,83 %	9,11 %	8,22 %
Service de la dette	175,0	226,2	212,5	237,7	5,38 %	11,86 %	11,86 %
Service de la dette/dette PGP	87,8	68,6	90,2	105,1	-0,49 %	6,83 %	16,54 %
Indicateurs d'endettement (en pourcentage)^c							
Dettes extérieures totales/PIB	25,3	25,3	26,2	26,8			
Dettes extérieures totales /exportations ^d	110,3	113,7	111,5	107,4			
Service de la dette/PIB	2,8	3,4	3,0	3,2			
Service de la dette/exportations	11,8	15,1	12,5	12,5			
Réserves/dettes à court terme	428,1	400,9	384,6	344,6			
Service de la dette PGP/exportations	6,2	4,8	5,6	5,8			
Service de la dette PGP/recettes publiques	7,8	5,9	7,1	7,9			
Pays en développement à faible revenu							
Encours de la dette extérieure totale^b	138,9	146,4	163,6	173,2	-0,70 %	7,32 %	5,90 %
Dettes à long terme	118,8	125,5	141,2	141,7	-0,57 %	7,51 %	0,38 %
Dettes publiques ou à garantie publique	107,6	113,4	128,4	138,9	-0,74 %	7,54 %	8,15 %
Dettes privées non garanties	11,2	12,0	12,8	2,8	19,56 %	6,01 %	-77,74 %
Dettes à court terme	11,2	12,2	12,9	12,6	-0,89 %	4,88 %	-2,41 %
Service de la dette	5,8	7,8	6,7	8,6	4,87 %	13,81 %	28,11 %
Service de la dette/dette PGP	4,4	4,1	4,6	5,5	1,08 %	10,42 %	19,51 %
Indicateurs d'endettement (en pourcentage)^c							
Dettes extérieures totales/PIB	31,3	34,0	34,8	35,2			
Dettes extérieures totales /exportations ^d	132,4	143,8	141,9	137,1			
Service de la dette/PIB	1,3	1,8	1,5	1,8			
Service de la dette/exportations	5,5	7,9	5,7	6,7			
Réserves/dettes à court terme	508,1	458,3	510,6	510,1			
Service de la dette PGP/exportations	4,2	3,7	3,7	4,0			
Service de la dette PGP/recettes publiques	5,6	5,3	5,6	6,3			
Pays en transition							
Encours de la dette extérieure totale^b	910,4	980,8	963,8	927,5	16,77 %	2,55 %	-3,77 %
Dettes à long terme	792,5	858,9	832,2	796,2	17,65 %	3,09 %	-4,33 %
Dettes publiques ou à garantie publique	323,6	320,0	349,0	347,1	4,67 %	5,78 %	-0,55 %
Dettes privées non garanties	469,0	539,0	483,2	449,1	36,24 %	1,40 %	-7,05 %
Dettes à court terme	92,0	95,8	104,0	107,7	22,61 %	0,65 %	3,57 %
Service de la dette	185,7	127,6	182,6	174,5	26,53 %	1,61 %	-4,41 %
Service de la dette/dette PGP	61,4	68,3	42,8	52,1	12,53 %	3,62 %	21,54 %
Indicateurs d'endettement (en pourcentage)^c							
Dettes extérieures totales/PIB	46,0	53,5	44,3	40,2			
Dettes extérieures totales /exportations ^d	143,9	176,8	143,2	114,6			
Service de la dette/PIB	9,4	7,0	8,4	7,6			
Service de la dette/exportations	29,4	23,0	27,1	21,6			

	2015	2016	2017	2018 ^a	2000-2008 Taux de croissance annuelle	2009-2018 Taux de croissance annuelle	2017-2018 Taux de croissance
Réserves/dette à court terme	546,2	540,3	564,2	582,4			
Service de la dette PGP/exportations	9,7	12,3	6,4	6,4			
Service de la dette PGP/recettes publiques	10,0	11,8	6,0	6,6			
Petits États insulaires en développement							
Encours de la dette extérieure totale^b	618,5	672,1	696,3	742,7	32,56 %	8,94 %	6,66 %
Dette à long terme	417,8	447,4	448,5	470,9	30,15 %	9,25 %	4,99 %
Dette publique ou à garantie publique	57,2	58,9	62,1	67,9	5,36 %	5,09 %	9,27 %
Dette privée non garantie	360,7	388,4	386,4	403,0	96,44 %	10,15 %	4,30 %
Dette à court terme	193,5	216,0	238,2	261,7	40,22 %	8,39 %	9,85 %
Service de la dette	62,3	71,7	72,4	75,6	37,36 %	5,94 %	4,52 %
Service de la dette/dette PGP	3,5	5,7	4,5	4,8	11,78 %	5,23 %	7,09 %
Indicateurs d'endettement (en pourcentage)^c							
Dette extérieure totale/PIB	113,4	120,5	118,8	118,9			
Dette extérieure totale /exportations ^d	102,0	114,7	110,4	107,6			
Service de la dette/PIB	11,5	12,9	12,4	12,2			
Service de la dette/exportations	9,7	11,6	10,9	10,4			
Réserves/dette à court terme	145,5	130,7	133,4	124,5			
Service de la dette PGP/exportations	0,6	1,0	0,7	0,7			
Service de la dette PGP/recettes publiques	10,8	18,8	13,6	13,5			

Source : Calculs du secrétariat de la CNUCED, à partir de données provenant de la Banque mondiale, du FMI et de sources nationales.

Note : Les groupes de pays correspondent aux catégories économiques définies en fonction du revenu dans UNCTADstat (<https://unctadstat.unctad.org/FR/Classifications.html>). La catégorie « Ensemble des pays en développement » désigne les pays en développement à revenu élevé, à revenu intermédiaire et à faible revenu ainsi que les pays en transition.

Abréviations : PIB = produit intérieur brut ; dette PGP = dette publique ou à garantie publique.

^a Estimations de 2018.

^b L'encours total de la dette comprend la dette à long terme, la dette à court terme et les prêts du FMI.

^c Les données utilisées pour le calcul des ratios ont été ajustées en fonction des données nationales disponibles.

^d Exportations de biens, de services et de revenus primaires.